

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2026 prévoit un Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) en hausse de seulement 1,6 %. Autrement dit : des moyens en baisse, des soignants en moins, des services à bout de souffle.

Depuis plus 25 ans, les gouvernements successifs ont organisé la réduction massive des capacités d'accueil dans les hôpitaux publics et la pénurie médicale, alors que la population augmente et vieillit.

Une population Française en hausse, des moyens en baisse!

Année 2000 : Env. 60,7 millions d'habitants

Année 2025 (projection): Env. 68,6 millions d'habitants

Soit + 7,9 millions de personnes en 25 ans!

En plus de la progression de la pauvreté, la « bobologie » s'invite aux urgences par manque de réponse de la médecine de ville, au regard de sa capacité elle ne peut apparaître comme la solution aux problèmes de l'hôpital et à la saturation des services d'urgences :

1 416 médecins	Années	Nombre de médecins généralistes
généralistes en moins en	2012	101 435
13 ans !	2025	100 019

6 millions de Français sans médecins traitants dont 600 000 en affection de longue durée (ALD).

La destruction de l'hôpital public continue!



Âge médian : 38,5 ans 41,7 ans en 2025

Part des ≥65 ans : 16 % 21,8 %

Part des ≥**75** ans : 7,2 % 10,7 %

En 10 ans, progression de +2,6 millions de français âgés de 65 ans dont +1,2 million de plus de 75 ans.

De moins en moins de lits pour les accueillir!

Année 2000 : 475 576 lits d'hospitalisation complète

Année 2023 : 369 400 lits d'hospitalisation complète

En 23 ans, 106 176 lits fermés! (Cour des comptes confirme : ≈ −23 % entre 2000 et 2022)

Projection fin 2025: Selon les rythmes actuels de fermeture : le nombre de lits serait, entre

Cela se traduit en capacité en lits par habitant :

Années	Lits / 1 000 habitants	Tendance
2000	7,8 lits / 1 000	Capacité « normale »
2025	≈ 5,2 lits / 1 000	Capacité notablement insuffisante







FO exige un PLFSS à 10% pour permettre :

- La réouverture immédiate des lits ;
- Un plan national de formation et de recrutement massif de personnel;
- La fin des restrictions budgétaires imposées à l'hôpital public;
- Un système de santé à la hauteur des besoins réels de la population.

POUR FO LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENTS DOIVENT ÊTRE FINANCÉS, RENFORCÉS ET RESPECTÉS !!! LA SANTÉ PUBLIQUE DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ NATIONALE.

